

Appel et plaidoyer «Pour une société du care»



Face à la crise sanitaire du coronavirus et à la crise du climat, un appel national pour une société du «care» vient d'être lancé. Le texte demande notamment un impôt de solidarité sur les actifs financiers élevés, un service public de crèches, des limitations dans le trafic aérien.

Sources. Cette initiative est née à **Denknetz**, un réseau suisse de réflexion qui compte 1400 membres. Elle a rassemblé 290 personnalités du monde politique, scientifique, culturel et social. Parmi elles figurent l'ancienne conseillère fédérale Ruth Dreifuss, des parlementaires, des politiciens, des créateur·trice·s culturel·le·s, des scientifiques, etc.

Motivation. Il s'agit d'un plaidoyer pour un nouveau contrat social au niveau local et global. Car «sans une réorientation significative des choix politiques, les injustices mondiales, déjà immenses, s'exacerberont dangereusement.»

Extrait. «La communauté mondiale n'a jamais été aussi riche en ressources, en technologies, en connaissances et en expériences - et en même temps aussi injuste, hostile et négligente dans l'utilisation des ressources naturelles. La crise du coronavirus et la crise climatique montrent à quel point un monde basé sur l'exploitation de l'homme et de la nature est précaire. Si nous voulons sortir du maelström de ces crises, il nous faut changer de direction dès maintenant. Pour ce faire, nous avons besoin d'un nouveau contrat social fondé sur le 'care', la durabilité et de la solidarité, localement et globalement.»

Programme. L'appel demande, entre autres, «un impôt de solidarité d'au moins 3 % sur les actifs financiers élevés pendant au moins dix ans, ce qui se traduirait par des recettes annuelles estimées à trente milliards de francs suisses. La moitié de ces revenus devrait être utilisée dans le Sud, l'autre moitié en Suisse». Il poursuit : «Les crèches et autres structures d'accueil de l'enfance doivent être développées en tant que service public disponible partout et de haute qualité, à l'instar des écoles, enfantines et primaires.» Enfin, le plaidoyer veut que le trafic aérien soit «plafonné à une fraction du volume précédent» pour des raisons de politique climatique. Et les personnes dont l'avenir professionnel est bloqué doivent pouvoir se réorienter - avec un salaire décent.

L'appel peut être signé en ligne.

[Le plaidoyer](#)